



Numéro  
107

# *Bulletin Officiel*

Septembre 1998

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

***Bulletin officiel***  
*septembre 1998*

TEXTES ÉMIS EN MAI - JUIN 1998

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic  
Directeur-adjoint : François Braize  
Rédacteur en chef : François Brouat  
Secrétariat de rédaction : Edith Pirio, Sylvie Bourcier  
Josiane Karkidès, Sylvie Pisani

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction de l'administration générale**

- page 5 Décision du 15 avril 1998 portant nomination du directeur régional adjoint des affaires culturelles d'Ile de France.

### **Direction des archives de France**

- page 5 Circulaire AD 98-5 du 19 juin 1998 relative au traitement des archives des directions départementales de l'équipement.

### **Direction de l'architecture**

- page 7 Arrêté du 11 juin 1998 portant désignation des membres du Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture.

### **Direction du patrimoine**

- page 8 Circulaire du 2 avril 1998 sur les nouvelles modalités des opérations d'archéologie préventive (application du titre II de la loi du 27 septembre 1941).
- page 9 Circulaire du 6 avril 1998 concernant la gestion des droits de reproduction des photographies réalisées au sein des services régionaux de l'inventaire.
- page 11 Décision du 30 avril 1998 portant déclassement du domaine public de l'Etat.

### **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- page 11 Décision 59 DRH du 15 avril 1998 portant nomination (chef du service sécurité à la direction du bâtiment et de la sécurité).
- page 11 Décision 704 - N du 17 avril 1998 portant réaménagement de l'organisation du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle.
- page 12 Décision 705 - N du 17 avril 1998 portant réorganisation de la direction de la production.
- page 12 Décision 706 - N du 17 avril 1998 portant création d'une direction de l'action éducative et des publics.
- page 13 Décision 707 - N du 17 avril 1998 portant réaménagement du département du développement culturel.
- page 13 Décision 98 186 du 17 avril 1998 portant création d'une direction des éditions.

page 13	Décision 733 - N du 28 avril 1998 portant nomination (directeur des éditions).
page 14	Décision 835 - N du 29 mai 1998 portant nomination (directrice des ressources humaines).
page 14	Décision 836 - N du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction de la communication.
page 15	Décision 838 - N du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction du bâtiment et de la sécurité.
page 15	Décision 921 - N du 17 juin 1998 portant délégation de signature.
page 20	<b>Documents signalés</b>

## Mesures d'information

page 21	<b>Note administrative intéressant le ministère de la culture</b>
page 22	<b>Décision de justice intéressant le ministère de la culture</b>
page 23	<b>Relevé de textes parus au Journal officiel</b>
page 28	<b>Réponses aux questions écrites</b> (Assemblée nationale et Sénat)
	<b>Divers</b>
page 33	Déroptions aux délais vidéo
page 36	Bulletin d'abonnement

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DE L' ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### Décision du 15 avril 1998 portant nomination du directeur régional adjoint des affaires culturelles d'Ile de France

La ministre de la culture et de la communication

Vu le décret du 4 juin 1997 relatif à la composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997, modifié, relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Décide

#### Article unique

Madame Anne-Marie Le Guevel, administrateur civil hors classe, est nommé directeur régional adjoint des affaires culturelles d'Ile de France à compter du 8 avril 1998.

Pour la ministre et par délégation  
le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

## DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

### Circulaire AD 98-5 du 19 juin 1998 relative au traitement des archives des directions départementales de l'équipement

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et Messieurs les préfets  
(directions départementales de l'équipement - directions des archives départementales)  
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Le décret n° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement a mis en place sur l'ensemble du territoire des services régionaux,

aujourd'hui directions régionales, et des directions départementales de l'équipement. Depuis trente ans, ces services participent de manière déterminante au développement de notre pays. Les archives qu'ils produisent sont le témoignage de cette activité.

Afin d'assurer dans les meilleures conditions la conservation de ces archives en vue de la recherche historique, mais également de faciliter le fonctionnement quotidien des services, le ministère de l'équipement, des transports et du logement et le ministère de la culture et de la communication (direction des Archives de France) ont décidé d'entreprendre la refonte des dispositions réglementaires relatives au traitement des archives des services déconcentrés de l'équipement, qui reposent actuellement sur la circulaire 80-58 du 17 avril 1980 du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre des transports, diffusée aux services départementaux d'archives par note AD 13016/5988 du 22 juillet 1980.

Un groupe de travail coordonné par la direction des affaires financières et de l'administration générale du ministère de l'équipement (mission de la documentation et des archives) et par la direction des Archives de France du ministère de la culture (service technique) a examiné les modifications à apporter à la circulaire de 1980 compte tenu, en particulier, des transferts de compétence issus de la décentralisation.

Il est souhaitable que l'application des dispositions de la présente circulaire s'accompagne de la création, dans les directions départementales de l'équipement qui n'en seraient pas encore dotées, ainsi d'ailleurs que dans les directions régionales, d'un bureau d'archives intermédiaires.

#### 1. Création d'un bureau d'archives intermédiaires dans les directions régionales et départementales de l'équipement

L'avis du conseil général des ponts et chaussées du 1<sup>er</sup> mars 1984 relevait l'importance de la fonction archives dans les services et recommandait la création de « bureau central d'archives » au sein de chaque direction ou service extérieur du ministère. Depuis lors, en collaboration avec la direction des Archives de France et les services d'archives départementales, le ministère de l'équipement, des transports et du logement a impulsé une politique de revalorisation et d'informatisation du

secteur archives tant au niveau de son administration centrale qu'auprès des services déconcentrés.

Chaque direction départementale ou régionale et chaque service déconcentré est invité à se doter d'un bureau d'archives intermédiaires. Cette cellule, placée sous l'autorité du secrétaire général, est l'organe de liaison avec les archives départementales et assure une mission de sensibilisation et de formation pour le classement des archives auprès des différentes unités du service.

Le bureau d'archives intermédiaires gère les locaux de stockage d'archives intermédiaires, est responsable de la collecte des dossiers auprès des bureaux et de leur traitement selon les règles de conservation. Il assure les éliminations préconisées par les circulaires, organise les transferts d'archives définitives aux archives départementales et centralise l'information sur le contenu des archives versées.

Il importe que cette unité soit en mesure de mettre en œuvre dans les meilleurs délais une gestion informatisée des archives placées sous sa responsabilité. Pour ce faire, elle peut disposer du logiciel DANAÉ (Développement d'une Application Nationale pour l'Archivage dans les services de l'Équipement) élaboré par le ministère et plusieurs directions départementales pilotes. Cette application DANAÉ permet en effet de traiter toutes les opérations de la chaîne archivistique : analyse des articles, gestion des magasins, gestion des communications et des versements. S'agissant d'une application Windows ouverte, elle permet également à ce titre les échanges sous format normalisé avec d'autres applications. L'adoption d'un système commun rend par ailleurs possibles les échanges de données entre les services déconcentrés d'une part, et entre ceux-ci et le ministère d'autre part. La mission des archives du ministère de l'équipement travaille à la mise en place de ce réseau.

## 2. Portée de la circulaire

La présente circulaire concerne les seules archives des directions départementales de l'équipement, à l'exclusion de celles des directions régionales. Elle reprend l'ensemble des matières traitées par la circulaire n° 80-58 du 17 avril 1980, à l'exception :

- des ports maritimes et des voies navigables, qui feront l'objet d'une circulaire spécifique ;
- des bases aériennes, pour lesquelles il est loisible, en attendant la publication d'un nouveau texte, de s'inspirer de la charte d'archivage élaborée par le service spécial des bases aériennes sud-est.

Par ailleurs, deux circulaires complémentaires sont en cours d'élaboration :

- une sur les attributions des directions départementales

de l'équipement dans le domaine de l'environnement ; cette circulaire ne peut cependant être envisagée qu'en examinant conjointement les archives des autres services de l'Etat et des collectivités exerçant des compétences en la matière ;

- une sur les inspections du travail et de la main-d'œuvre des transports, qui sera établie conjointement avec les circulaires relatives aux autres services de même nature.

La présente circulaire ne modifie pas sensiblement les directives arrêtées en 1980. Elle précise cependant certains libellés, elle prend en compte de nouvelles catégories de dossiers, et elle définit les modalités de tri qui doivent être appliquées. Elle prend en compte les modifications de compétences intervenues depuis la mise en œuvre des lois de décentralisation. Enfin, elle est en conformité avec les circulaires ministérielles récemment publiées pour les archives des communes (circulaire AD 93-1 du 11 août 1993, NOR INT/B/93/00190/C), pour les archives des préfectures relatives au contrôle de légalité (circulaire AD 97-2 du 27 février 1997, NOR INT/A/97/00036/C), et pour les archives des directions départementales de l'agriculture dont certaines missions sont proches de celles des directions départementales de l'équipement (circulaire AD 97-3 et DGA/MCP/C97-1001 du 13 février 1997).

## 3. Présentation du tableau de tri et de conservation des archives des directions départementales de l'équipement

Le tableau est organisé en cinq colonnes.

### Colonne n° 1 : nature des documents ou des dossiers

On trouve portée dans cette colonne la description succincte des dossiers, suivie, le cas échéant et en petits caractères, d'une brève indication sur l'origine d'une procédure, sa nature ou son évolution.

### Colonne n° 2 : durée d'utilité administrative (D.U.A.)

La durée d'utilité administrative est la durée pendant laquelle le service est tenu de conserver les documents mentionnés dans la première colonne. Cette durée a été définie en fonction des obligations juridiques qui incombent au service et, le cas échéant, des besoins d'information nécessaires à sa bonne marche. Lorsque les documents ou les dossiers ont une très longue durée d'utilité administrative mais sont de toute manière destinés à la conservation définitive, le chiffre indiqué dans la colonne ne correspond qu'à la durée de conservation dans les directions départementales de l'équipement avant versement aux archives départementales.

### Colonne n° 3 : sort final

Les mentions de conservation, de tri ou de destruction portées dans cette colonne doivent être interprétées de la façon suivante :

**C** : conservation définitive aux archives départementales ;

**D** : destruction par les soins du service d'origine au terme de la D.U.A., et après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;

**T** : tri des documents au terme de la D.U.A., selon les modalités définies dans la colonne « observations » ;

**R** : retour des dossiers à la collectivité concernée au terme de la D.U.A. (en cas d'instruction d'un dossier de la compétence d'une commune ou d'un EPCI par la D.D.E., dans le cadre de la mise à disposition), sous réserve des dispositions particulières qui pourraient figurer dans la convention de mise à disposition relativement à l'archivage des dossiers.

#### Colonne n° 4 : communicabilité immédiate (pour information)

Cette colonne a pour objet d'indiquer, à titre d'information, si les documents sont immédiatement communicables au public en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

La mention «oui» signifie que la communicabilité est immédiate. La mention «non» signifie que les documents ne sont pas immédiatement communicables : il convient alors d'appliquer un des délais précisés par les articles 6 et 7 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979. Cependant, les dossiers étant complexes et pouvant contenir selon les services des informations différentes, il n'est pas paru possible de signaler de manière uniforme lequel des délais de la loi de 1979 doit être appliqué.

En tout état de cause, les mentions portées dans la colonne n° 4 ne le sont que pour information, et sous réserve d'avis contraires que pourrait émettre la Commission d'accès aux documents administratifs.

Il est rappelé que lors d'un versement aux archives départementales, le bordereau qui accompagne le versement doit porter la mention des documents communicables au titre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 18).

#### Colonne n° 5. Observations

Les mentions portées dans cette colonne explicitent les choix de conservation ou de destruction, précisent les modalités de tri ou d'échantillonnage, ou rappellent les textes réglementaires qui imposent le déroulement de certaines procédures.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté que pourrait entraîner l'application de la présente circulaire.

Le ministre de l'équipement,  
des transports et du logement  
et par délégation

Le directeur des affaires financières  
et de l'administration générale  
Philippe Cèbe

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation

Le directeur des Archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

(Les tableaux joints à la circulaire sont consultables à la direction des Archives de France, service technique)

## **DIRECTION DE L'ARCHITECTURE**

### **Arrêté du 11 juin 1998 portant désignation des membres du Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n°94-262 du 1<sup>er</sup> avril 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres assistants des écoles d'architecture,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1994, modifié par l'arrêté du 8 janvier 1998, instituant un Conseil scientifique et supérieur de l'enseignement de l'architecture à la direction de l'architecture,

Vu le procès-verbal des résultats des élections au Conseil scientifique et supérieur de l'enseignement de l'architecture, en date 18 mai 1998,

Arrête

#### **Art. 1<sup>er</sup>**

Sont élus pour le collège des professeurs, les personnes suivantes :

Section «Histoire et culture architecturales» :

MM. Jean Castex et Jean Claude Vigato.

Section «Théories et pratiques de la conception architecturale» :

Mme Françoise Schatz, MM. Christian Muschalek et Michel Barrue.

Section «Espace et territoires» :

M. Philippe Revault.

Section «Sciences et techniques pour l'architecture» :

MM. Jacques Zoller et Jean-Pierre Perrin.

Section «Sciences humaines et sociales» :

M. André Sauvage.



Section «Arts et techniques de la représentation» :  
M. Pierre-Alain Jaffrennou.

## Art. 2

Sont élus pour le collège des maîtres assistants, les personnes suivantes :

Section «Histoire et culture architecturales» :

Mme Marilu Cantelli et M. Mario Bonilla.

Section «Théories et pratiques de la conception architecturale» :

MM. Karim Mechta, François Tran, Jacques Odinot, Bernard Barto.

Section «Espace et territoires» :

Mme Alix Audurier-Cros.

Section «Sciences et techniques pour l'architecture» :

Mme Catherine Brigand, MM. Jean-Paul Laurent et Jean-Louis Izard.

Section «Sciences humaines et sociales» :

M. Bernard Maesani.

Section «Arts et techniques de la représentation» :

MM. Michel Viot et Jean-Jacques Leccia.

## Art. 3

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 5 décembre 1994.

## Art. 4

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation

Le directeur de l'architecture

Pour le directeur de l'architecture

Le sous-directeur

Béatrice Bellynck-Doisy

## DIRECTION DU PATRIMOINE

### Circulaire du 2 avril 1998 sur les nouvelles modalités des opérations d'archéologie préventive (application du titre II de la loi du 27 septembre 1941)

La ministre de la culture et de la communication,  
à

Mesdames et Messieurs les préfets

L'ensemble des textes portant réforme de l'exercice de l'archéologie préventive est en chantier. Des consultations puis la procédure législative vont entraîner des délais inévitables.

Le dispositif existant issu de la loi 1941 est largement inadapté et ne permet plus, aujourd'hui, une prise en compte satisfaisante des opérations, ceci en dépit de la

grande mobilisation tant des services déconcentrés que de l'AFAN dont l'inspection des finances a relevé la pertinence de la réforme de la gestion en cours.

Je souhaite, en attendant l'aboutissement du chantier législatif et réglementaire, que la qualité des opérations soit maintenue : aussi, ai-je décidé de placer à titre transitoire l'exécution des opérations d'archéologie préventive sous le régime du titre II de la loi du 27 septembre 1941.

Les deux documents que vous trouverez ci-joints sont destinés à faciliter et harmoniser la mise en œuvre :

- une convention-type à conclure entre l'Etat et l'aménageur. Le financement par l'aménageur n'est en aucun cas remis en cause. C'est désormais l'Etat qui envisage l'opération, sur demande de l'aménageur dans le cadre de l'instruction par la DRAC/SRA dans sa demande d'utilisation du sol ;

- une décision-type, adressée par le préfet de région au responsable scientifique désigné après avis de la CIRA. En ce qui concerne la réalisation de l'opération, celle-ci est notifiée à l'AFAN ou aux agents de l'Etat et de ses établissements publics ou aux services des collectivités territoriales qui en assurent la conduite. Vous vous reporterez à ce sujet à la circulaire du 11 mars 1997. Les exceptions qui vous paraîtraient nécessaires ou souhaitables seront consenties par vous-même et devront être, à chaque fois, dûment motivées.

Vous n'hésitez pas à faire appel aux conservateurs généraux du patrimoine chargés de mission d'inspection générale en cas de contestation des prescriptions scientifiques émises après avis des CIRA qui ne pourraient être réglées au plan local. Je demande à ces inspecteurs d'aider également à l'arbitrage sur les choix des responsables des fouilles. Vous les saisissez dès que vous percevrez des difficultés.

Je compte sur votre collaboration pour assurer la transition dans l'attente de nouveaux textes et je vous remercie de me rendre compte de l'exécution des présentes instructions.

La ministre de la culture et de la communication,  
Catherine Trautmann

Note : les formulaires de convention-type et de décision-type peuvent être consultés à la direction du patrimoine.

## **Circulaire du 6 avril 1998 concernant la gestion des droits de reproduction des photographies réalisées au sein des services régionaux de l'inventaire**

La ministre de la culture et de la communication,  
à  
Mesdames et Messieurs les préfets de région  
direction régionale des affaires culturelles

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les droits de reproduction des photographies réalisées au sein des services régionaux de l'inventaire sont désormais gérés par l'intermédiaire de la société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques (11 rue Berryer - 75008 Paris) à laquelle le ministère de la culture et de la communication vient de confier un mandat de gestion pour le compte de la direction du patrimoine, sous-direction de l'Inventaire et de la documentation du patrimoine, et des services régionaux de l'inventaire des directions régionales des affaires culturelles.

### **1 - Organisation matérielle**

Les ordres de services (modèle en annexe) seront désormais envoyés directement à l'ADAGP par les DRAC (services régionaux de l'inventaire). L'ADAGP facturera les droits de reproduction et en reversera, à raison de deux fois par an, les montants sur les comptes CCP ou trésoreries ouverts par les régisseurs de recettes et d'avance des directions régionales des affaires culturelles concernées.

### **2 - Application des tarifs de l'ADAGP**

Il convient de rappeler la règle générale :

- toute reproduction ou représentation de photographies de l'inventaire général donne lieu à perception de droits.

Toutefois certaines exonérations de droits de reproduction sont prévues :

- les publications et les expositions sur tous supports de l'inventaire général,
- les publications et les expositions sur tous supports de la caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Toutes les autres demandes seront examinées au cas par cas par le sous-directeur de l'inventaire général et de la documentation du patrimoine, à qui elles seront soumises.

Je vous demande de veiller très strictement au respect de ces dispositions. En effet le paiement de droit d'utilisation doit rester la règle pour des raisons d'ordre pratique et financier.

Enfin, je profite de cette occasion pour vous rappeler que si dans certains cas l'exonération des droits de reproduction peut se justifier, la cession à titre gratuit des tirages photographiques entraîne des frais qu'il est normal de faire supporter à l'utilisateur des clichés.

Je vous remercie de me faire part des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de ces principes.

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur du patrimoine  
François Barré

**Annexe :** modèle d'ordre de service

ORDRE DE SERVICE N°
------------------------

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES**  
DE.....

**CENTRE DE DOCUMENTATION DU**  
**PATRIMOINE.....**

Le : Ordre de service passé par : Profession : Adresse :  Tél. :                      Fax :  Montant : Ordre (références complètes) :  <b>MODE DE REGLEMENT</b> Montant : Mode de règlement : Espèces <input type="checkbox"/> C.C.P. n° : C.B. n° :  Travaux à exécuter pour le : Remis le :	Condition particulière : EXONERATION <input type="checkbox"/> Les documents seront-ils reproduits ou représentés : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> EVENTUELLEMENT <input type="checkbox"/> EN CAS D'UTILISATION : EDEUR / UTILISATEUR : (en capitales s.v.p.)  Adresse :  <b>UTILISATION PREVUE</b> • Exposition <input type="checkbox"/> • Presse <input type="checkbox"/> • Edition : (préciser le tirage et le titre de la publication) <input type="checkbox"/> • Télédiffusion : (préciser le titre du programme et la chaîne de diffusion) <input type="checkbox"/> • Publicité : (préciser le support et la durée de la campagne) <input type="checkbox"/> • Multimédia : - sur CD ROM, DVD... (préciser le titre du tirage) <input type="checkbox"/> - en ligne : (préciser le nom du site et la durée d'utilisation prévue) <input type="checkbox"/> • Autre utilisation : (préciser laquelle) Date de parution ou de diffusion prévue :
--	---

N° des clichés	Auteur	Légende	Nombre	Format

J'ai pris connaissance des conditions d'utilisation et de reproduction stipulées au verso et je les accepte.  
Signature :

### **DROITS DE REPRODUCTION ET DE REPRESENTATION**

Les photographies sont protégées par le code de la propriété intellectuelle ; leur délivrance est faite dans les limites de l'usage privé et n'implique pas par elle-même l'autorisation de reproduction ou de représentation.

Toute reproduction est en effet soumise à l'**autorisation préalable du service de l'inventaire général** en tant qu'auteur des clichés.

Toute reproduction ou représentation devra mentionner obligatoirement le nom du photographe (préciser sur le document), suivi de la mention *Copyright année (du cliché) Inventaire général - ADAGP*.

Dès parution, un justificatif sera adressé par l'éditeur à l'ADAGP, 11 rue Berryer, 75008 Paris, qui percevra les droits de reproduction / représentation y afférents, suivant son barème en vigueur au moment de la parution.

**Décision du 30 avril 1998 portant déclassement du domaine public de l'Etat**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du domaine de l'Etat,

Vu le décret n°97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture,

Vu le décret du 4 septembre 1997 chargeant Monsieur François Barré, directeur de l'architecture, des fonctions de directeur du patrimoine par intérim,

Vu l'arrêté du 15 septembre 1997 portant délégation de signature à Monsieur François Barré,

Vu le protocole général du 14 mars 1994, précisé par le protocole particulier du 7 décembre 1994, entre la ville de Paris, la société nationale des chemins de fer et l'Etat,

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>**

Est déclassé du domaine public de l'Etat (ministère de la culture et de la communication, direction du patrimoine), un terrain sis à Paris (17<sup>ème</sup>), au n°72, boulevard Berthier, provenant de la parcelle CB 07, et d'une superficie de 8526 m<sup>2</sup>, tel au surplus qu'il est délimité par un liseré rose sur le plan joint à la présente décision.

**Art 2**

La mutation correspondante sera appliquée au tableau général des propriétés de l'Etat.

**Art. 3**

Le directeur du patrimoine est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation,  
Le directeur du patrimoine,  
François Barré

Annexe : Plan consultable à la direction du patrimoine du ministère de la culture, sous-direction des monuments historiques, département des monuments et jardins, 3 rue de Valois 75001 Paris

**CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE  
GEORGES-POMPIDOU****Décision 59 DRH du 15 avril 1998 portant nomination (chef du service sécurité à la direction du bâtiment et de la sécurité)**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu les règles statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Décide

**Article unique**

Monsieur Pierre GRARD est nommé chef du service sécurité à la direction du bâtiment et de la sécurité à compter du 23 mars 1998.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision 704 - N du 17 avril 1998 portant réaménagement de l'organisation du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1997 nommant M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle ;  
Vu la décision du 10 juin 1997 nommant Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur adjoint du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle;

Vu la décision du 10 juin 1997 nommant M. Bernard Blistène, directeur adjoint du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle;

Vu l'avis du comité technique paritaire du 6 avril 1998 ;

Décide

**Article unique**

L'organisation du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle est réaménagée conformément à la fiche en annexe à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Annexe**

à la décision du 17 avril 1998 sur l'organisation du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle  
1 - Les contours du département du Musée national d'art moderne sont modifiés comme suit :

- l'unité chargée de la gestion des accrochages du musée est rattachée à la direction de la production ;  
- les photographes actuellement affectés à la documentation du musée passent sous l'autorité du service audiovisuel de la direction de la production.

2 - L'organisation interne du musée est structurée autour de deux grands secteurs placés sous l'autorité de deux directeurs-adjoints :

- l'un en charge des activités liées aux collections ;  
- l'autre en charge des activités temporaires et des activités relatives à la création contemporaine.

3 - Il est créé un poste auprès du directeur du musée, chargé de la gestion des moyens (budget, matériel, personnel).

**Décision 705 - N du 17 avril 1998 portant réorganisation de la direction de la production**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu la décision du 1er octobre 1996 portant création de la direction de la production ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du 6 avril 1998 ;

Décide

**Article unique**

La direction de la production est réorganisée conformément à la fiche en annexe à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Annexe**

à la décision du 17 avril 1998 sur la réorganisation de la direction de la production

1 - Sont rattachés à la direction de la production les unités suivantes :

- service audiovisuel (SAV)

- cellule planning (ex.DMS) et régie des salles (ex.DMS)

- location des espaces (ex.SEAC)

- unité chargée de la gestion des accrochages  
(ex.MNAM)

2 - Il est créé un «pôle collection» au sein de la direction de la production, chargé de la gestion de la collection du musée (accrochage, réserve).

**Décision 706 - N du 17 avril 1998 portant création d'une direction de l'action éducative et des publics**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu l'avis du comité technique paritaire du 6 avril 1998 ;

Décide

**Article unique**

Il est créé une direction de l'action éducative et des publics regroupant les services répertoriés en annexe à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Annexe**

à la décision du 17 avril 1998 portant création de la direction de l'action éducative et des publics

Cette direction regroupe, selon une organisation interne à affiner, l'ensemble des services concernés par l'accueil, l'information, la formation et la prospection des publics.

- Service éducatif (ex.DDC)

- Accueil des groupes (ex.DDP)

- Galerie d'information (ex.DDC)

- Atelier des enfants (ex.DDC)

- Cellule audiovisuelle (ex.DDC)

- Activités de promotion et de prospection du public

. observation des publics (ex.DDP)

. relations avec les adhérents (ex.DDP)

. prospection des nouveaux publics (ex.DDP)

- Activités d'accueil et d'information du public
  - . accueil général (ex.DDP)
  - . accueil et surveillance des salles (ex.DDP)
  - . standard (ex.DBS)
  - . service réservation (ex.DDP)
  - . publications gratuites (ex.DDP)
  - . signalétique générale (ex.Dir.Com)

Il est créé un poste auprès du directeur de la direction de l'action éducative et des publics, chargé de la gestion des moyens (budget, matériel, personnel).

### **Décision 707-N du 17 avril 1998 portant réaménagement du département du développement culturel**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,  
 Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1998 portant nomination de M. Daniel Soutif dans les fonctions de directeur du développement culturel ;  
 Vu l'avis du comité technique paritaire du 6 avril 1998 ;

Décide

#### **Article unique**

L'organisation du département du développement culturel est réaménagée conformément à la fiche en annexe à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
 Georges Pompidou  
 Jean-Jacques Aillagon

### **Annexe**

à la décision du 17 avril 1998 sur l'organisation du département du développement culturel

1 - Le département du développement culturel comprend les services suivants :

- Revues parlées
- Spectacles vivants (ex. DMS)
- Vidéodanse (ex. DMS)
- Cinéma de fiction (ex.DMS)
- Cinéma sur l'art (ex.DMS)

Un agent auprès du directeur du département du développement culturel est chargé de la gestion des moyens (budget, matériel, personnel).

2 - L'organisation interne du nouveau département est structurée autour de trois entités :

- spectacle vivant
- programmation cinématographique et audiovisuelle
- revues parlées

### **Décision 98 186 du 17 avril 1998 portant création d'une direction des éditions**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,  
 Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu l'avis du comité technique paritaire du 6 avril 1998 ;

Décide

#### **Article unique**

Il est créé une direction des éditions du Centre Georges Pompidou, dont l'organisation est précisée en annexe à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
 Georges-Pompidou  
 Jean-Jacques Aillagon

### **Annexe**

à la décision du 17 avril 1998 portant création de la direction des éditions

Cette direction est le résultat du regroupement des services suivants :

- cellule hypermédia (ex.DDC)
- service éditorial (ex.DDC)
- service des éditions et de l'action commerciale (SEAC), hors location des espaces (transféré à la direction de la production) et le suivi financier des concessions (transféré à la direction juridique et financière)

### **Décision 733 - N du 28 avril 1998 portant nomination (directeur des éditions)**

Le président du centre national d'art et de culture Georges Pompidou,  
 Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
 Vu la décision du 17 avril 1998 portant création de la direction des éditions;

Décide

**Article unique**

M. Martin Bethenod est nommé directeur des éditions, à compter du 4 mai 1998. Il est chargé de proposer dans un délai de 3 mois, un organigramme détaillé des services dont il assure la direction.

Dans l'attente de la désignation de son successeur, il assure les fonctions de chef de cabinet du président du Centre national d'Art et de Culture Georges Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision 835 - N du 29 mai 1998 portant nomination (directrice des ressources humaines)**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Décide

**Article unique**

Madame Marie Agam-Ferrier est nommée directrice des ressources humaines du Centre Georges Pompidou à compter du 18 mai 1998.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges-Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision 836 -N du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction de la communication**

Le président du Centre national d'art et de Culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu la décision du 9 septembre 1991 nommant M. Jean-Pierre Biron directeur de la communication ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du 14 mai 1998 ;

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>**

La direction de la communication réorganisée conformément à la fiche en annexe à la présente décision.

**Art. 2**

Madame Nicole Richy et Madame Marie-Jo Poisson-Nguyen, sont nommées adjointes au directeur de la communication.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

**Annexe**

à la décision du 29 mai 1998 sur la réorganisation de la direction de la communication

1- L'organisation interne de la direction de la communication est structurée en deux directions adjointes :

- la direction adjointe de l'information

elle comprend:

- la presse
- la communication institutionnelle

- la direction adjointe des relations extérieures

elle comprend:

- les relations internationales et régionales
- les relations publiques
- une cellule fichier

2 - Le mécénat est assuré et coordonné par le directeur de la communication. Un chargé de mission mécénat lui est directement rattaché.

3 - Les activités transversales sont directement rattachées au directeur, en coordination avec les deux directions adjointes:

- l'administration - gestion
- l'image

4 - La fonction gestion de projet est créée, directement rattaché au directeur. Elle assure, en liaison avec les autres fonctions opérationnelles de la direction de la communication, notamment la gestion prévisionnelle (calendrier et rétroplanning) ainsi que la gestion du suivi (état d'avancement et bonne fin) des opérations de communication liées aux manifestations.

## **Décision 838 - N du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction du bâtiment et de la sécurité**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n°75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n°92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu la décision du 1er décembre 1995 nommant M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité ;  
Vu l'avis du comité technique paritaire du 14 mai 1998 ;

Décide

### **Art. 1<sup>er</sup>**

La direction du bâtiment et de la sécurité est réorganisée conformément à la fiche en annexe 1 à la présente décision.

### **Art. 2**

Pour l'exercice spécifique des missions liées à la maîtrise d'ouvrage des travaux de réaménagement intérieur, les équipes de la direction du bâtiment et de la sécurité sont organisées selon l'organigramme joint en annexe 2 à la présente décision.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

## **Annexe 1**

à la décision du 29 mai 1998 sur la réorganisation de la direction du bâtiment et de la sécurité

1 - Le pôle «courrier» de la direction de la production est rattaché à la direction du bâtiment et de la sécurité.

2 - Le standard est détaché de la direction du bâtiment et de la sécurité, et rattaché à la direction de l'action éducative et des publics.

3 - Le service de la sécurité est organisé en trois pôles :

- un pôle technique, chargé, sous l'autorité du chef de service, de la gestion courante, des équipements techniques de la sécurité (contrôle d'accès et badges, clés, détection intrusion, vidéo surveillance, obstacles physiques, comptage, protection électronique des oeuvres, sprinkler, RIA, extincteurs, détection incendie, moyens de secours aux personnes) ;
- un pôle administratif et financier, chargé, sous l'autorité du chef de service, de la gestion du budget, du personnel et de la formation des agents de service,

de la communication interne ;

- un pôle opérationnel qui regroupe, sous l'autorité du chef de service, les équipes d'agents de sécurité (chefs de groupe, chefs d'équipe, agents de sécurité), et d'agents de sécurité incendie (chefs de quart et suppléants, agents de sécurité incendie).

Un chargé de mission chargé de la coordination des système de sécurité et de sûreté est placé sous l'autorité directe du chef de service et de l'ingénieur de sécurité.

**Annexe 2** consultable au Centre G. Pompidou.

## **Décision 921 - N du 17 juin 1998 portant délégation de signature**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;  
Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1992 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret du 28 mars 1996 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1997 nommant M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;  
Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1998 nommant M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel ;

Vu les décisions :

- du 5 avril 1996 nommant M. Guillaume Cerutti, directeur général ;
- du 9 septembre 1991 nommant M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication ;
- du 25 juin 1995 nommant M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information ;
- du 1er décembre 1995 nommant M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité ;
- du 1er octobre 1996 nommant Mme Sophie Aurand, directeur de la production ;
- du 3 décembre 1996 nommant M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier ;
- du 17 avril 1998 sur l'organisation du Musée national d'art Moderne-Centre de création industrielle
- du 17 avril 1998 sur l'organisation du département du développement culturel ;
- du 17 avril 1998 portant création de la direction de l'action éducative et des publics ;
- du 17 avril 1998 portant création de la direction des éditions ;



- du 17 avril 1998 portant réorganisation de la direction de la production ;
- du 28 avril 1998, confiant à M. Guillaume Cerutti l'intérim de la direction de l'action éducative et des publics ;
- du 28 avril 1998, nommant M. Martin Bethenod, directeur des éditions ;
- du 29 mai 1998, nommant Mme Marie Agam Ferrier, directeur des ressources humaines ;
- du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction de la communication ;
- du 29 mai 1998 portant réorganisation de la direction du bâtiment et de la sécurité ;

Décide

#### Art. 1<sup>er</sup>

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Cerutti, directeur général, pour tous actes et toutes mesures entrant dans le cadre de ses compétences.

#### Art. 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, à l'effet de signer :

- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exclusion des marchés et contrats de plus de 900 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à Mme Béatrice Paasch-Gonzales, adjointe au directeur juridique et financier, à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier et de Mme Béatrice Paasch-Gonzales, adjointe au directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, chargé de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leur note de transmission au contrôleur financier et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;

#### Art. 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Aurand, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du MNAM/CCI et du directeur du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, la même délégation est donnée à M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, pour les matières relevant de ses compétences, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Harouth Bezdjian, adjoint au directeur de la production chargé du service audiovisuel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence de Mme Sophie Aurand, directeur de la production et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Mme Josette Lelange, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;

- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

#### Art. 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur-adjoint chargé des collections, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à M. Bernard Blistène, directeur-adjoint chargé de la création contemporaine et de la coordination des activités temporaires, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur adjoint, délégation est donnée à Mme Laurence Camous, chef du service de la documentation générale à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

#### Art. 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume

Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, délégation est donnée à M. Marcel Bonnaud, directeur, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, les mêmes pièces.

#### Art. 6.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité, la même délégation est donnée à M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, pour les matières relevant de ses compétences, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Christine Blanc, contrôleur de gestion grands travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bertrand Philippeau, chef de projet grands travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de

la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Pierre Grard, chef du service sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Pierre Grard, chef du service sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes crédits.

#### Art. 7

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, chargé de l'intérim de la direction de l'action éducative et des publics, délégation de signature est donnée à Mme Martine Lévy, directrice, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, chargé de l'intérim de la direction de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Gaëlle Bernard, responsable de l'atelier des enfants, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, chargé de l'intérim de la direction de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Véronique Hahn, chef du service éducatif, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, chargé de l'intérim de la direction de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Josée Chapelle, responsable de la galerie d'information à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

#### Art. 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Martin Bethenod, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, la même délégation est donnée à M. Philippe Bidaine, adjoint au directeur des éditions, pour les matières relevant de ses compétences, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, adjoint au directeur des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

#### Art. 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les conventions sans incidence financière ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de si-

gnature est donnée à Mme Marie-Josèphe Poisson Nguyen, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Richy, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation est donnée à Mme Claudine Leuenberger, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs;
- les certificats administratifs.

#### Art. 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Marie Agam Ferrier, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la gestion des personnels du Centre, notamment :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacances ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel ;
- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

gation de signature est donnée à M. Hervé Piriou, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacances ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Irollo, chef du service formation, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.
- les documents relatifs à la formation du personnel.

#### Art. 11

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

#### Art. 12

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Claudine Leuenberger, attachée principale de direction, à l'effet de signer, dans la limite des crédits du budget de la présidence placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

#### Art.13

Jusqu'à la clôture de l'exercice budgétaire 1998, soit le 28 février 1999 :

- les engagements auprès du contrôleur financier et tous les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes relatifs aux crédits du service audiovisuel et aux crédits de l'ancienne direction des manifestations et des spectacles, relevant désormais respectivement de la direction de la production et de la direction du développement culturel, pourront être effectués par la direction juridique et financière ;
- les engagements auprès du contrôleur financier et tous les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes relatifs aux crédits des services du département du développement culturel transférés à la direction de l'action éducative et des publics pourront être effectués par la direction de la production ;
- les engagements auprès du contrôleur financier et tous les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes relatifs aux locations d'espaces pourront être effectués par la direction des éditions.

#### Art. 14

La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation antérieures

Le président du Centre national d'art et de culture  
Georges Pompidou  
Jean-Jacques Aillagon

### DOCUMENTS SIGNALES

#### Direction des Archives de France

Arrêté du 11 juin 1998 relatif à l'ouverture des archives de l'ancienne direction générale des affaires d'Alsace-Lorraine.

in *Journal officiel*, n° 156 du 8 juillet 1998, p.10425.

Arrêté relatif à la communicabilité des dossiers de naturalisation.

in *Journal officiel*, n° 156 du 8 juillet 1998, p.10425.

Note AD.DEP 1045 du 3 juin 1998 aux directeurs des archives départementales, relative à la modification du coût des exemplaires supplémentaires des microfilms fournis aux services d'archives publics par la société généalogique de Salt Lake City.

(consultable à la direction des Archives de France).

#### Direction du livre et de la lecture

Arrêté du 8 juin 1998 relatif à la liste des opérations ouvrant droit au bénéfice des crédits de la troisième part du concours particulier de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques municipales.

In *Journal officiel*, n° 137 des 15-16 juin 1998, p.9112.

#### Délégation générale à la langue française

Arrêté du 27 mai 1998 portant renouvellement de l'agrément d'associations de défense de la langue française.

in *Journal officiel*, n° 128 du 5 juin 1998, p. 8539.

## MESURES D'INFORMATION

### Note administrative intéressant le ministère de la culture

#### **Note du 6 mai 1998 relative à la communicabilité de documents administratifs à caractère budgétaire ou financier en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Monsieur le préfet de la région Champagne-Ardenne  
(direction régionale des affaires culturelles)

Vous m'avez saisi d'une demande d'avis relative à l'application de la loi du 17 juillet 1978 qui énonce le principe de la communicabilité des documents administratifs, à certains documents de nature budgétaire ou financière.

La loi de 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, dont les principes généraux ont été rappelés par une circulaire du ministre chargé de la culture du 30 juin 1992, énonce que les documents administratifs non nominatifs sont communicables de plein droit aux personnes qui en font la demande sauf exception prévue par les dispositions de son article 6.

Or les documents budgétaires et financiers, à condition qu'ils aient acquis leur version définitive, ne constituent pas des documents protégés au titre de l'article sus-visé et de l'arrêté du 28 août 1980 pris pour son application par le ministre chargé de la culture et sont donc soumis au principe de la communicabilité.

Il convient toutefois de souligner que la notion de document administratif n'est pas précisément définie mais repose sur une liste établie par l'article 1er de la loi qui ne vise pas expressément les textes budgétaires. Mais la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a rapidement admis que l'énumération des textes concernés par la loi n'avait pas de caractère limitatif et a ainsi recommandé la communication de documents tels que les factures, pétitions, correspondances, traités de concession, non prévus explicitement par la loi.

Concernant les documents particuliers visés dans votre note, de nombreuses précisions ont été apportées tant par la CADA que par la jurisprudence administrative.

#### Montants des crédits déconcentrés attribués à la DRAC et bilans annuels

Par principe, et comme il a été rappelé en préambule, aucune disposition ne s'oppose à la communicabilité

des documents portant des informations financières ou budgétaires relatifs au ministère de la culture et de la communication.

Ces documents font en effet apparaître des crédits votés dans le cadre du budget de l'Etat et ne peuvent donc être soustraits à l'information des administrés.

Enfin, les montants de crédits déconcentrés font l'objet d'une circulaire, document qui, par sa nature, est communicable.

#### Schéma triennal d'action régionale

L'article 1er de la loi de 1978 vise expressément les prévisions comme document administratif communicable.

Le Conseil d'Etat a considéré il y a plusieurs années qu'il avait lieu d'exclure de la communication certains documents et notamment le programme annuel d'inspection des services judiciaires, au motif qu'ils constituaient des documents internes d'organisation du service (CE 27 juin 1986, association SOS défense). Mais cette décision, vivement critiquée par la doctrine pour la confusion qu'elle risquait d'introduire dans la notion de document administratif, est restée isolée.

De sorte qu'il m'apparaît que le schéma d'action régionale, document qui synthétise le programme d'actions de l'Etat avec ses priorités et les moyens de mise en oeuvre, constitue un document communicable de plein droit.

#### Conventions signées avec les collectivités et/ou des partenaires culturels

Bien que les contrats et marchés ne figurent pas dans la liste de l'article 1er de la loi de 1978, la CADA, en se fondant sur le caractère non limitatif de celle-ci, reconnaît depuis toujours que ces documents sont communicables.

La réponse ministérielle du ministre chargé de la réforme administrative à la question écrite de M. Demanges du 14 septembre 1987 a rappelé les règles posées par la CADA en matière de communication des contrats.

Le droit à la communication s'étend à l'ensemble des documents contractuels : pièces annexes au marché telles que les cahiers des charges, documents retraçant l'exécution financière du contrat tels que les factures.

Toutefois, il existe deux restrictions à cette communication. D'une part, les documents doivent être achevés. Ainsi un projet de convention ne peut être communiqué avant la signature de celle-ci. De même, tant que le marché n'a pas été conclu, les devis établis par les entreprises, les dossiers qu'elles ont présentés à l'appui de leur soumission peuvent être refusés au public.

D'autre part, même après la signature du contrat, certains documents peuvent demeurer confidentiels, si ceux-ci sont susceptibles de porter atteinte au secret industriel

et commercial ou à la vie privée d'une personne. Il s'agit notamment des dossiers techniques et financiers soumis par les entreprises lors de procédures de conclusion des marchés. En revanche les documents relatifs à la «mise en concurrence» sont communicables.

Enfin il convient de rappeler que les éléments nominatifs du contrat devront en tout état de cause être occultés.

Pour la ministre et par délégation  
le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

### Décision de justice intéressant le ministère de la culture.

#### Arrêt du Conseil d'Etat du 8 juin 1998 Syndicat CFDT-Culture contre ministère de la culture.

*Par le présent arrêt du 8 juin 1998, le Conseil d'Etat a rejeté la requête du syndicat CFDT culture dirigée contre la décision de transfert à Reims de trente-cinq emplois des services du ministère de la culture désignés sous le nom «archives contemporaines».*

*Le Conseil d'Etat a considéré que les mesures prises lors du comité interministériel pour l'aménagement du territoire étant subordonnées à l'intervention d'une décision ultérieure avaient le caractère d'une simple mesure préparatoire et n'étaient pas susceptibles de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir.*

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux  
(Section du contentieux, 10<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> sous-sections réunies),

Sur le rapport de la 10<sup>ème</sup> sous-section,  
de la Section du Contentieux,

Vu la requête enregistrée le 18 novembre 1994 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentée par le SYNDICAT CFDT-CULTURE, dont le siège est 12 rue de Louvois Paris (75002) ; le SYNDICAT CFDT-CULTURE demande que le Conseil d'Etat :

1°) annule pour excès de pouvoir la décision prise par le Premier ministre lors du Comité interministériel d'aménagement du territoire du 20 septembre 1994 décidant le transfert à Reims de trente-cinq emplois des services du ministère de la culture désignés sous le nom «archives contemporaines» ;

2°) décide qu'il sera sursis à l'exécution de cette décision;

.....  
Vu les autres pièces du dossier ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

Après avoir entendu en audience publique :

- le rapport de Mme Dayan, conseiller d'Etat,  
- les conclusions de M. Combrexelle, commissaire du Gouvernement ;

Considérant que le tableau A, annexé au communiqué publié, le 20 septembre 1994, à l'issue du comité interministériel pour l'aménagement du territoire qui s'est tenu le même jour et intitulé «Nouveaux projets de transferts des services de l'Etat», mentionne le transfert à Reims de 35 emplois du service des archives contemporaines du ministère de la culture et de la francophonie ; qu'aux termes dudit communiqué, les projets mentionnés au tableau A devront être rendus effectifs par chaque ministre en vertu de son pouvoir hiérarchique et sous réserve de la consultation du comité technique paritaire compétent ; que, par suite, cette mesure, dont la réalisation effective est subordonnée à l'intervention d'une décision ultérieure, a le caractère d'une simple mesure préparatoire et n'est donc pas susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir ; qu'il résulte de ce qui précède que la requête présentée par le SYNDICAT CFDT-CULTURE n'est pas recevable ;

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>**

La requête du SYNDICAT CFDT-CULTURE est rejetée.

**Art. 2**

La présente décision sera notifiée au SYNDICAT CFDT-CULTURE, au Premier ministre et au ministre de la culture et de la communication.

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### MAI 1998

#### JO n° 102 des 1<sup>er</sup> et 2 mai 1998

page 6700 Arrêté du 16 avril 1998 modifiant l'arrêté du 7 mai 1996 relatif au diplôme d'Etat de professeur de musique sur épreuves.

#### Fonction publique

Page 6701 Arrêté du 27 avril 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture et fixant la date des épreuves écrites de deux concours et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes-élèves de l'Etat et d'architectes et urbanistes de l'Etat.

#### Conventions collectives

Page 6708 Arrêté du 21 avril 1998 portant élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### JO n° 105 du 6 mai 1998

Page 6882 Arrêtés du 23 avril 1998 relatifs au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1995.

Page 6882 Arrêté du 23 avril 1998 relatif au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1996.

Page 6882 Arrêté du 23 avril 1998 relatif au budget prévisionnel de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1997.

Page 6882 Arrêtés du 23 avril 1998 relatifs au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1997.

Page 6882 Arrêté du 23 avril 1998 relatif au budget prévisionnel de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1998.

Page 6882 Arrêté du 23 avril 1998 relatif au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1998.

#### JO n° 106 du 7 mai 1998

Page 6951 Arrêté du 28 avril 1998 portant approbation de dispositions statutaires d'une association (Autruche Théâtre/Compagnie José Manuel Cano Lopez).

Page 6960 Arrêté du 27 avril 1998 portant nomination (Ecole nationale du patrimoine) (Mme Delbègue Mireille).

Page 6960 Arrêté du 28 avril 1998 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant renouvellement d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

Page 6960 Décision du 28 avril 1998 portant nomination à la Commission centrale du contrôle des recettes.

#### JO n° 107 du 8 mai 1998

Page n° 6999 Arrêté du 16 avril 1998 relatif à

l'insaisissabilité d'un bien culturel («Allégorie de la musique» de Laurent de La Hyre).

#### Conventions collectives

Page 7008 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Ain, Loire et Rhône) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvres en bâtiment.

Page 7008 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Somme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvres en bâtiment.

#### JO n° 108 des 9 et 10 mai 1998

Page 7064 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 98-348 du 6 mai 1998 portant approbation de modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés nationales de programme France 2 et France 3.

Page 7064 Décret n° 98-348 du 6 mai 1998 portant approbation de modifications des cahiers des missions et des charges des sociétés nationales de programme France 2 et France 3.

#### JO n° 110 du 13 mai 1998

Page 7211 Décret du 5 mai 1998 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon (M. Tissot Roland).

Page 7211 Arrêté du 16 avril 1998 portant nomination à la Commission nationale consultative pour l'attribution d'allocations de recherche et de séjour aux auteurs graphistes et plasticiens.

Page 7211 Arrêté du 29 avril 1998 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant création d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

Page 7211 Arrêté du 5 mai 1998 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon.

Page 7211 Décision du 20 avril 1998 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

#### JO n° 111 du 14 mai 1998

Page 7249 Arrêté du 30 avril 1998 modifiant l'arrêté du 17 janvier 1990 relatif à l'organisation de la recherche au ministère chargé de la culture.

#### Conventions collectives

Page 7270 Arrêté du 30 avril 1998 portant extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.



**JO n° 112 du 15 mai 1998**

Page 7388 Décret n° 98-371 du 13 mai 1998 portant statut de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Page 7399 Arrêté du 13 mai 1998 portant nomination (administration centrale) (M. Braize François).

**JO n° 113 du 16 mai 1998**

Page 7482 Décret n° 98-376 du 14 mai 1998 portant abrogation des articles R. 15 à R. 20 du code des postes et télécommunications.

Page 7487 Décret du 13 mai 1998 portant intégration (conservateurs du patrimoine).

Page 7487 Arrêté du 5 mai 1998 portant inscription au tableau d'avancement au grade de conservateur en chef du patrimoine au titre de l'année 1998.

Page 7487 Arrêté du 5 mai 1998 portant inscription au tableau d'avancement au grade de conservateur de 1<sup>ère</sup> classe du patrimoine au titre de l'année 1998.

**JO n° 114 du 17 mai 1998**

Page 7540 Décret du 15 mai 1998 portant nomination d'un haut fonctionnaire de défense (M. Olivier Patrick).

Page 7540 Décret du 15 mai 1998 portant nomination d'un haut fonctionnaire de défense adjoint (M. Klein René).

**JO n° 115 des 18 et 19 mai 1998**

Page 7608 Arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la commune de Céret pour l'exposition «Simon Hantaï».

**JO n° 116 du 20 mai 1998**

Intérieur

Page 7679 Décret du 13 mai 1998 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (Yvelines environnement - Union des associations de sauvegarde des Yvelines).

Culture

Page 7685 Décret n° 98-387 du 19 mai 1998 portant création de l'Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Page 7695 Arrêté du 5 mai 1998 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (M. Rebut-Sardat Michel).

Conventions collectives

Page 7696 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

**JO n° 117 du 21 mai 1998**

Page 7756 Arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'élection des représentants des enseignants au conseil des études et de la recherche de l'Ecole du Louvre.

Page 7757 Arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'élection des représentants des enseignants au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre.

Page 7757 Arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre.

Page 7758 Arrêté du 5 mai 1998 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des chargés d'études documentaires du ministère de la culture et de la communication et du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

Page 7769 Arrêté du 27 avril 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Bretagne.

Page 7769 Arrêté du 27 avril 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Nantes.

Page 7769 Décision du 5 avril 1998 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Page 7769 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**JO n° 119 du 24 mai 1998**

Page 7925 Décrets du 22 mai 1998 portant délégation de signature (M. Scanvic Frédéric ; M. Wallon Dominique).

**JO n° 120 des 25 et 26 mai 1998**

Page 7989 Arrêté du 12 mai 1998 portant institution d'un Grand Prix national des arts visuels.

Page 7989 Arrêté du 13 mai 1998 relatif à l'ouverture de fonds d'archives publiques concernant la période 1940-1945.

Page 7996 Décret du 25 mai 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France.

Page 7996 Arrêté du 14 mai 1998 portant détachement (administration centrale) (M. Bonhomme Alain).

**JO n° 121 du 27 mai 1998**

Page 8052 Décret du 26 mai 1998 approuvant la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Nantes (Loire-Atlantique).

Conventions collectives

Page 8059 Arrêté du 13 mai 1998 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

**JO n° 122 du 28 mai 1998**

Page 8112 Arrêté du 23 avril 1998 portant institution d'une régie d'avance auprès de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 8112 Arrêté du 13 mai 1998 relatif au budget de l'Etablissement public du parc de La Villette pour l'exercice 1998.

Page 8121 Arrêté du 4 mai 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Marseille-Luminy.

Page 8121 Arrêté du 6 mai 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 8121 Arrêté du 6 mai 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 8121 Arrêté du 13 mai 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Toulouse.

#### **JO n° 123 du 29 mai 1998**

Page 8201 Décret n° 98-415 du 22 mai 1998 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Page 8202 Décret n° 98-416 du 22 mai 1998 modifiant le décret n° 82-700 du 6 août 1982 relatif au statut particulier des professeurs des écoles nationales d'art.

Page 8202 Décret du 27 mai 1998 portant délégation de signature (M. Barré François).

Page 8203 Arrêté du 14 avril 1998 relatif à l'insaisissabilité des biens culturels prêtés par les Etats-Unis d'Amérique du Nord et par la Fédération de Russie à l'Etat français.

Page 8204 Arrêté du 11 mai 1998 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prêts de la société Beyer de Zurich).

Page 8204 Arrêté du 22 mai 1998 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs des écoles nationales d'art hors classe.

Conventions collectives

Page 8218 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **JO n° 124 du 30 mai 1998**

Page 8259 Arrêté du 22 mai 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture d'un concours interne réservé pour le recrutement d'agents administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes).

#### **JO n° 126 des 1, 2 et 3 juin 1998**

Page 8399 Arrêté du 26 mai 1998 portant délégation de signature (Mme Trautmann Catherine).

Page 8407 Décret du 26 mai 1998 portant intégration dans le corps des conservateurs généraux du patrimoine (M. Ponnaud Dominique).

Page 8407 Arrêté du 13 mai 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand (M. Fontaine Jacques).

Page 8407 Arrêté du 20 mai 1998 portant nomination au Conseil national de l'information statistique (M. Tolila Paul).

Page 8407 Arrêté du 26 mai 1998 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la ministre (M. Hébert Franck, Mme Sériidji Dominique, M. Castaner Christophe).

Page 8407 Arrêté du 26 mai 1998 portant nomination au cabinet de la ministre (Mme Bezombes Dominique).

#### **JO n° 127 du 4 juin 1998**

Page 8455 Arrêté du 14 mai 1998 portant admission à la retraite (administration générale).

#### **JO n° 128 du 5 juin 1998**

Page 8538 Décret du 3 juin 1998 portant délégation de signature (MM. Scanvic Frédéric et Vallet Christophe).

Page 8539 Arrêté du 20 mars 1998 portant abrogation de l'arrêté du 20 juillet 1979 relatif à une régie d'avances (mission de fouilles archéologiques à Tod en Haute-Egypte).

Page 8539 Arrêté du 27 mai 1998 portant renouvellement de l'agrément d'associations de défense de la langue française (Association francophone d'amitié et de liaison, Avenir de la langue française, Défense de la langue française).

Page 8545 Arrêté du 27 avril 1998 portant nomination à la commission de contrôle du Mobilier national (Mme Briot Nicole).

Page 8545 Arrêté du 20 mai 1998 conférant le titre d'architecte des Bâtiments de France (M. Lemeunier Jean-Pascal).

Conventions collectives

Page 8546 Arrêté du 20 mai 1998 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la promotion-construction.

Page 8546 Arrêté du 20 mai 1998 portant extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 8547 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **JO n° 129 du 6 juin 1998**

Page 8617 Arrêté du 28 mai 1998 relatif à une situation administrative (administration centrale) (M. Miles Christopher).

#### **JO n° 131 des 8 et 9 juin 1998**

Premier ministre

Page 8703 Circulaire du 3 juin 1998 relative à la préparation des programmes pluriannuels de modernisation des administrations.

Intérieur

Page 8708 Arrêté du 26 mai 1998 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité

publique (Société historique et archéologique de Pontoise, du Val-d'Oise et du Vexin).

Culture

Page 8714 Arrêté du 18 mai 1998 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la Galerie nationale du Jeu de paume pour l'exposition «Les Années supports-surfaces».

Page 8726 Arrêté du 24 mars 1998 portant nomination au conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Page 8726 Arrêté du 23 avril 1998 portant nomination au conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Page 8726 Arrêté du 22 mai 1998 portant admission à la retraite (enseignements artistiques) (Mme Robinet-Chiapparin Solange).

Page 8726 Arrêté du 28 mai 1998 portant nomination d'un administrateur provisoire à l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Page 8726 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **JO n° 132 du 10 juin 1998**

Page 8767 Décret du 9 juin 1998 portant nomination au conseil d'administration de la société Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi.

Conventions collectives

Page 8768 Arrêté du 28 mai 1998 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Page 8769 Arrêté du 29 mai 1998 portant élargissement d'un accord régional (Ain, Loire et Rhône) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

#### **JO n° 133 du 11 juin 1998**

Page 8841 Arrêté du 8 juin 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes).

Page 8850 Décret du 25 mai 1998 portant nomination du directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Beck Francis).

Conventions collectives

Page 8853 Arrêté du 2 juin 1998 portant élargissement d'un accord régional (Pays de Loire), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

Page 8853 Arrêté du 2 juin 1998 portant élargissement d'un accord départemental (Somme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

#### **JO n° 134 du 12 juin 1998**

Page 8915 Arrêté du 16 mars 1998 instituant une commission consultative des marchés près de l'Institut national de l'audiovisuel.

#### **JO n° 135 du 13 juin 1998**

Page 8993 Arrêté du 4 juin 1998 fixant les programmes de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps de la conservation du patrimoine pour l'année 1999.

Page 9002 Arrêté du 29 mai 1998 portant nomination au comité ministériel d'évaluation.

Page 9002 Arrêté du 29 mai 1998 portant nomination du président du comité ministériel d'évaluation (M. Abirached Robert).

#### **JO n° 136 du 14 juin 1998**

Page 9029 Loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail.

Fonction publique

Page 9063 Décret n° 98-462 du 10 juin 1998 portant attribution à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1998 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

#### **JO n° 137 du 16 juin 1998**

Page 9138 Arrêtés du 22 mai 1998 portant admission à la retraite (enseignements artistiques).

Page 9139 Décision du 24 mai 1998 portant nomination du président de la commission du soutien financier à la distribution d'oeuvres cinématographiques de longue durée de qualité d'origine française ou étrangère (M. Théry Jean-François).

#### **JO n° 138 du 17 juin 1998**

Page 9192 Décret n° 98-466 du 15 juin 1998 portant déconcentration en matière d'organisation des concours du ministère de la culture et de la communication.

Page 9193 Arrêté du 15 juin 1998 relatif à la déconcentration des concours externes de recrutement dans les corps des adjoints administratifs des services déconcentrés et des secrétaires administratifs des services déconcentrés du ministère chargé de la culture.

Page 9202 Arrêté du 14 mai portant nomination des membres du jury et des examinateurs spéciaux des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine, organisés au titre de l'année 1998.

Page 9202 Arrêté du 2 juin 1998 portant admission à la retraite (administration générale).

Page 9202 Décision du 29 mai 1998 portant prorogation du mandat du président, du vice-président et des membres de la commission du soutien financier sélectif à la production d'oeuvres cinématographiques de longue durée.

**JO n° 139 du 18 juin 1998**

Page 9285 Arrêté du 28 mai 1998 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la ville de Paris pour l'exposition «Jardin d'artiste : de mémoire d'arbre».

Page 9289 Arrêté du 27 mai 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-Belleville.

Conventions collectives

Page 9290 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

**JO n° 140 du 19 juin 1998**

Fonction publique

Page 9345 Décret n° 98-485 du 12 juin 1998 pris en application de l'article 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

**JO n° 143 des 22 et 23 juin 1998**

Emploi et solidarité

Page 9495 Décret n° 98-493 du 22 juin 1998 relatif au champ de l'aide prévu par l'article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail.

Culture

Page 9511 Décret n° 98-498 du 22 juin 1998 modifiant les décrets n° 59-733 du 16 juin 1959 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique et n° 67-356 du 21 avril 1967 relatif au soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques.

Page 9512 Arrêté du 22 juin 1998 portant application de l'article 11 du décret n° 67-356 du 21 avril 1967 relatif au soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques.

Page 9524 Arrêté du 12 juin 1998 portant nomination des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'années 1998.

Conventions collectives

Page 9527 Arrêté du 12 juin 1998 portant extension d'accords conclus dans le cadre de la convention nationale des entreprises artistiques et culturelles.

**JO n° 145 du 25 juin 1998**

Emploi et solidarité

Page 9627 Circulaire du 24 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail.

Culture

Page 9681 Arrêté du 8 juin 1998 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la commune de Paris pour l'exposition «Les Collections du centre Georges-Pompidou : un choix».

Page 9682 Arrêté du 11 juin 1998 portant affectation

d'une partie d'un ensemble immobilier domanial (La Grande Ecurie du Roy à Versailles).

Page 9682 Arrêté du 17 juin 1998 modifiant l'arrêté du 19 mai 1983 relatif aux modalités d'organisation du concours pour le recrutement des professeurs des écoles nationales d'art.

Page 9690 Décret du 24 juin 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel.

Page 9690 Arrêté du 17 juin 1998 portant nomination au conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Conventions collectives

Page 9690 Arrêté du 15 juin 1998 portant élargissement d'un accord (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

**JO n° 146 du 26 juin 1998**

Page 9736 Arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle des services déconcentrés du ministère chargé de la culture.

Page 9736 Arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle d'administration centrale du ministère chargé de la culture.

Page 9737 Arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien des services culturels et des Bâtiments de France de classe exceptionnelle.

Page 9737 Arrêté du 17 juin 1998 fixant la liste des publications périodiques visées au titre 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 9737 Arrêté du 24 juin 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture d'un concours réservé d'ouvriers professionnels des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Page 9757 Décret du 25 juin 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-télévision française pour l'outre-mer (Mme Delmas-Comolli Catherine).

Page 9757 Arrêté du 27 mai 1998 portant admission à la retraite (inspection générale de l'administration des affaires culturelles).

Conventions collectives

Page 9758 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Dordogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 9759 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Gironde) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 9759 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Lot-et-Garonne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 147 du 27 juin 1998**

Page 9836 Décret n° 98-528 du 22 juin 1998 complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'Etat à caractère

administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.

#### **JO n° 148 du 28 juin 1998**

Page 9930 Décret du 26 juin 1998 portant nomination du président et du président suppléant de la Commission de classification des oeuvres cinématographiques (MM. Delon Francis et Olivier Patrick).

#### **JO n° 149 des 29 et 30 juin 1998**

Page 9967 Arrêté du 29 juin 1998 portant nomination à la Commission de classification des oeuvres cinématographiques.

### **Réponses aux questions écrites**

#### **ASSEMBLÉE NATIONALE**

##### **JO n° 18 du 4 mai 1998**

Réponses aux questions de :

- M. François Lamy sur les mesures visant à assurer la promotion des musiques dites «amplifiées» et à organiser leur enseignement et leurs carrières.

(Question n° 9126-26.01.1998).

- M. Christian Bataille sur le moyen de libérer des contrôles tatillons de la SACEM les associations sans but lucratif qui usent d'une sonorisation d'ambiance et de musique d'attente téléphonique sans auteur identifiable ou dans le domaine public.

(Question n° 9711-09.02.1998).

- M. Marc Dumoulin sur les mesures qui permettraient d'assurer le maintien et le développement des radios locales à caractère régionaliste, telle que RTA en Alsace dont la fréquence vient d'être supprimée par le CSA.

(Question n° 10375-16.02.1998).

- M. Michel Terrot sur les mesures qui seront prises en faveur de la survie des radios locales à faibles moyens financiers, indispensables au maintien du pluralisme audiovisuel.

(Question n° 10501-23.02.1998).

- MM. Guy Lengagne et Noël Mamère sur la position de la France quant au manque de transparence de l'action de l'Union européenne dans l'exercice de sa mission de défense des intérêts culturels des états membres aux négociations de l'AMI.

(Questions n° 11028-02.03.1998 ; 11378-09.03.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'interprétation du récent accord conclu entre un quotidien des Alpes-Maritimes et la

principauté de Monaco, eu égard à l'interdiction du financement de la presse par un gouvernement étranger stipulée par l'article 7 de la loi n° 86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986. (Question n° 11499-16.03.1998).

- M. Patrice Carvalho sur l'opportunité d'élargir au domaine culturel les avantages actuellement attachés à la possession d'une carte d'invalidité.

(Question n° 12107-23.03.1998).

- M. Camille Darsières sur l'opportunité, en cette année anniversaire de l'abolition de l'esclavage, d'inventorier les archives des anciennes colonies conservées principalement en métropole et de les rapatrier ou microfilmer afin de faciliter aux chercheurs d'outre-mer l'étude de leur Histoire.

(Question n° 12268-30.03.1998).

- M. Christian Cuvilliez sur la mission d'évaluation initiée par le ministère de la culture quant au statut juridique original et au fonctionnement de l'agence de presse AFP, et sur le moyen de financer sa nécessaire adaptation au nouveau contexte des services en ligne, en lui conservant son indépendance.

(Question n° 12563-30.03.1998).

- MM. Damien Alary et Alain Cousin sur l'intention du gouvernement d'user de la dérogation prévue par l'article 5 de la directive européenne 92/100/CEE du 19 novembre 1992 afin de protéger nos bibliothèques du droit de prêt.

(Questions n° 12663-06.04.1998 ; 12832-06.04.1998).

##### **JO n° 20 du 18 mai 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean de Gaulle sur le devenir du bâtiment de l'actuel

Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie à la Porte Dorée, important pour l'animation culturelle de l'Est parisien, après le transfert de ses collections au futur musée des Arts premiers dont le site est désormais arrêté.

(Question n° 10699-02.03.1998).

- M. Jean-Marie Demange sur les mesures envisagées pour corriger les dysfonctionnements du système de distribution de la presse et rendre au Conseil supérieur des messageries son pouvoir de contrôle.

(Question n° 11226-09.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'existence d'une norme obligatoire en matière de luminescence des images télévisuelles ou des jeux vidéo.

(Question n° 11484-16.03.1998).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le contenu du projet de loi sur l'audiovisuel, et sur la souhaitable concertation avec les professionnels de la télédistribution par câble et de la réception directe par antenne ou parabole durant sa phase préparatoire.

(Question n° 11700-16.03.1998).

- M. Bruno Le Roux sur les moyens de faire respecter les droits des artistes interprètes face à la puissance des industries du disque.

(Question n° 12404-30.03.1998).

- M. Michel Bouvard sur l'opportunité d'adopter en faveur de nos bibliothèques la dérogation prévue à l'article 5 de la directive européenne 92/100/CEE du 19 novembre, exemptant certains organismes du «droit de prêt» sur les livres.

(Question n° 13175-13.04.1998).

### JO n° 21 du 25 mai 1998

Réponses aux questions de :

- M. Victor Brial sur l'opportunité de profiter de la célébration de l'an 2000 pour mieux faire connaître les îles de Wallis et Futuna proches du méridien 180, ce qui fera passer cet archipel parmi les premiers dans le nouveau millénaire, et sur le budget prévu à cet effet.

(Question n° 12045-23.03.1998).

- M. André Aschieri sur l'adoption de l'article 5 de la directive européenne 92.100/CEE dispensant les lecteurs du paiement du droit de prêt, droit d'ailleurs propriété exclusive des auteurs qui apprécient en général voir leurs ouvrages figurer en bibliothèque.

(Question n° 13622-27.04.1998).

### JO n° 22 du 1<sup>er</sup> juin 1998

Réponses aux questions de :

- MM. Claude Evin, Olivier de Chazeaux et Joseph Parrenin sur l'opportunité d'instaurer des mesures en faveur du disque : prix unique à l'instar du livre, nouvelle baisse de la TVA qui lui est appliquée et application des mesures compensatoires destinées à garantir les droits des artistes interprètes.

(Questions n° 10061-16.02.1998 ; 10932-02.03.1998 ; 11608-16.03.1998).

- M. Pierre Cohen sur les moyens de faciliter rapidement l'accès à la culture audiovisuelle des sourds et malentendants et, ce faisant, de combler notre retard face à l'étranger.

(Question n° 11597-16.03.1998).

- M. Jacques Guyard sur le moyen de faire respecter le métier des guides et conférenciers des musées et monuments historiques titulaires d'une carte professionnelle garante de leur compétence, et de sanctionner les infractions qui nuisent à un tourisme culturel de qualité.

(Question n° 11711-16.03.1998).

- M. Daniel Paul sur la réduction de la contribution de l'Etat au budget du théâtre du Volcan, scène nationale de qualité du Havre.

(Question n° 12779-06.04.1998).

- M. Jacques Le Nay sur la possibilité d'abaisser à 1000 places, afin de rassurer les petits exploitants, les seuils actuels (1 500 et 2 000 places) fixé par la loi du 5 juillet 1996 soumettant à autorisation préalable la construction ou l'extension des salles de cinéma multiplexes.

(Question n° 12910-13.04.1998).

- M. Jacques Le Nay sur l'intention du gouvernement, lors des prochaines modifications de la loi du 5 juillet 1996, d'inviter des représentants des salles associatives de cinéma à siéger aux commissions départementales d'équipement cinématographique.

(Question n° 12911-13.04.1998).

- M. Jacques Le Nay sur la mise en place en 1998 de la réforme du soutien automatique à l'exploitation cinématographique, et particulièrement sur les modalités d'application et le taux des subventions sélectives accordées aux salles des petites villes.

(Question n° 12912-13.04.1998).

- M. Jacques Le Nay sur l'augmentation du pourcentage des subventions sélectives accordées aux petites salles de cinéma en milieu rural dans le contexte de la réforme du soutien automatique à l'exploitation de 1998.

(Question n° 12913-13.04.1998).

- M. Daniel Boisserie sur le gain de transparence, quant aux modalités de désignation de l'artiste sélectionné dans le contexte de la mise en application de la loi sur le 1%, que favoriserait l'adoption des principes de l'appel d'offre et de la rémunération des projets non retenus.

(Question n° 12963-13.04.1998).

- M. Pierre Lellouche sur les dispositions législatives qui permettraient, sans inquiéter le marché de l'art, de protéger par classement des ensembles décoratifs mixtes privés composés d'éléments de décors intérieurs et d'objets mobiliers, donc combinant les notions

d'immeubles par destination et de meubles.  
(Question n° 13581-27.04.1998).

### JO n° 23 du 8 juin 1998

Réponse à la question de :

- M. Olivier de Chazeaux sur le non respect des quotas de diffusion des chansons françaises par certaines radios: nombre d'infractions commises, instructions données pour les faire cesser ?

(Question n° 11812-23.03.1998).

- M. Roland Carraz sur l'opportunité de créer un «chèque» spécial, à l'image du chèque-emploi-service, afin de simplifier les démarches administratives qui gênent actuellement le recrutement ponctuel de personnel temporaire par les associations musicales.

(Question n° 12276-30.03.1998).

- M. Jean-Marie Demange sur le taux élevé (environ 16% de leurs bénéficiaires) des cotisations-retraites appliqué aux artistes peintres.

(Question n° 12900-13.04.1998).

- M. Robert Lamy sur le moyen d'améliorer le fonctionnement de la distribution de la presse.

(Question n° 12906-13.04.1998).

- M. Daniel Boisserie sur la nécessité d'abaisser ou de supprimer les critères inadaptés de revenus pour l'affiliation des artistes plasticiens aux caisses d'assurance maladie, ou d'imaginer d'autres critères.

(Question n° 12962-13.04.1998).

- M. Pierre Albertini sur l'interprétation trop formelle de l'article L.762-1 du code du travail par le GRISS qui soumet à la collecte des cotisations de retraite des professionnels du spectacle des théâtres qui devraient en être exemptés.

(Question n° 13130-13.04.1998).

- M. Léonce Deprez sur les perspectives et les échéances concrètes de la mission «visant à redéfinir la délégation au développement et aux formations» du ministère de la culture.

(Question n° 13301-20.04.1998).

### JO n° 24 du 15 juin 1998

Réponse à la question de :

- M. Dominique Paillé sur la politique culturelle et budgétaire de la France en matière d'art chorégraphique.

(Question n° 9784-09.02.1998).

- M. Dominique Dupilet sur l'opportunité de mettre en place une tarification spécifique des taxations de la SACEM appliquées aux associations.

(Question n° 11144-09.03.1998).

- M. Yann Galut sur le moyen de normaliser le mode de financement de l'archéologie préventive actuellement écartelé entre une logique de service public et des opérateurs privés tel l'AFAN.

(Question n° 11245-09.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la baisse constatée de la production d'oeuvres de fiction télévisuelles et sur le moyen de retrouver un niveau de production satisfaisant.

(Question n° 11816-23.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la position de la ministre quant au maintien, par la Commission européenne, de la clause d'exclusivité de la télédiffusion des chaînes de service public par le bouquet satellitaire payant TPS.

(Question n° 11817-23.03.1998).

- M. Jean-Yves Le Drian sur l'opportunité de modifier la loi 96-603 en abaissant le seuil de 1500 fauteuils fixé par la commission départementale d'équipement cinématographique (CDEC), afin de mieux contrôler le processus de multiplication des multiplexes.

(Question n° 12242-30.03.1998).

- M. Jean-Michel Ferrand sur la situation, unique en Europe, des téléspectateurs français qui, outre le paiement de la redevance, doivent s'abonner au bouquet TPS afin de bénéficier de la réception numérique de nos chaînes publiques de télévision.

(Question n° 12511-30.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur le retard pris par le développement de la télévision numérique hertzienne en France, ce qui impose le recours aux procédés satellitaires et câblés.

(Question n° 12573-06.04.1998).

- M. Jean-Pierre Baeumler sur la nécessité de mettre en œuvre une politique cohérente de préservation, mise en valeur et gestion du patrimoine minéralogique.

(Question n° 12616-06.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adéquation de la législation française au regard de l'application de l'article 2 de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 visant à déterminer, en fonctions de critères précis, la responsabilité juridique des Etats sur les chaînes de télévision.

(Question n° 13571-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'application de l'article 1 de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 qui prévoit d'élargir la notion de radiodiffusion, englobant déjà les télévisions traditionnelles, aux services de «paiement-à-la-séance» et de «quasi-vidéo-à-la-demande», et sur l'éventuelle nécessité d'y adapter notre droit.

(Question n° 13572-27.04.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'intention de la ministre de demander un audit financier de la SACEM, comme ce fut le cas pour l'ADAMI.

(Question n° 13714-04.05.1998).

### JO n° 25 du 22 juin 1998

Réponse à la question de :

- M. Olivier de Chazeaux sur la position du Gouvernement à l'égard des intentions de la Commission européenne d'instituer une séparation

juridique entre câblo-opérateurs et opérateurs de télécommunication.

(Question n° 11449-16.03.1998).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la nécessité d'améliorer la qualité de diffusion de Radio France International et des chaînes de télévision par satellite, particulièrement à destination de l'Afrique noire.

(Question n° 11774-16.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur les perspectives de l'application de la loi 94-665 du 4 août 1994 relative «à l'emploi de la langue française» par les sites et publicités sur Internet.

(Question n° 12110-23.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la politique du Gouvernement concernant le développement de la télévision de format 16/9.

(Question n° 12572-06.04.1998).

- M. René Rouquet sur la nécessité d'améliorer l'accès à la culture audiovisuelle pour les malentendants par la généralisation du sous-titrage.

(Question n° 12971-13.04.1998).

- Mme Christiane Taubira-Delannon sur l'importance de soutenir la lecture et la recherche en Guyane et d'y favoriser la constitution d'un fonds documentaire par microfilmage des archives coloniales conservées en métropole.

(Question n° 13202-20.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adaptation de la législation française à l'application de l'article 3(3) de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 qui prévoit la mise en place de procédures de saisine d'autorités compétentes pour faire respecter les dispositions de la directive.

(Question n° 13560-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la liste des événements d'intérêt national retenus par la France pour une diffusion télévisuelle en application de l'article 3 bis de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997, et sur les éventuelles adaptations de notre droit à adopter en vue d'y satisfaire.

(Question n° 13562-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adaptation de la législation française à l'application de l'article 17 (3) de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 qui prévoit d'autoriser les entreprises pharmaceutiques à parrainer des émissions de télévision.

(Question n° 13563-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adaptation de la législation française à l'application de l'article 2 bis de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 qui impose aux Etats d'assurer la libre retransmission de toute émission européenne sur leur territoire.

(Question n° 13567-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la perte de terrain audiovisuel de la France en Afrique face au déploiement récent des médias anglo-saxons.

(Question n° 13573-27.04.1998).

- M. Alfred Recours sur l'état d'avancement de la restauration de La Piéta du Rosso, du Musée du Louvre, commencée il y a cinq ans.

(Question n° 13751-04.05.1998).

- M. Michel Lefait sur l'assujettissement des spectacles bénévoles de fin d'année des écoles à la perception de droits par la SACEM.

(Question n° 14103-11.05.1998).

- M. Bernard Perrut sur la nécessité d'améliorer, par la généralisation du sous-titrage, l'accès des malentendants à la culture par les moyens audiovisuels.

(Question n° 14160-11.05.1998).

- M. Laurent Dominati sur le Conseil national des arts culinaires (CNAC), association de la loi de 1901 subventionnée par l'Etat, dont les caractéristiques de fonctionnement et les missions semblent davantage relever de l'initiative privée.

(Question n° 14303-11.05.1998).

### JO n° 26 du 29 juin 1998

Réponse aux questions de :

- MM. Jean-François Chossy et Louis Mexandeau, Mme Laurence Dumont, MM. Bernard Outin, Alain Turret et Gérard Lindeperg sur l'opportunité de garantir, dans le cadre de la loi sur l'audiovisuel en préparation, l'existence et la mission de découvreur de nouveaux talents des radios associatives par un label de «Radios de découverte», ou encore par un véritable statut.

(Questions n° 11404-09.03.1998 ; 12621-06.04.1998 ; 12693-06.04.1998 ; 12701-06.04.1998 ; 13169-13.04.1998 ; 13477-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la politique qui sera mise en œuvre afin de soutenir les cinémas indépendants face à la concurrence des salles multiplexes.

(Question n° 11813-23.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la mutation professionnelle, économique et sociale que provoquerait la généralisation de la vidéotransmission par satellite de films numérisés vers des salles de cinéma, actuellement expérimentée.

(Question n° 11814-23.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur le coût élevé, au regard de leurs budgets, de la redevance payée par abonné par les câblo-opérateurs à France Télécom.

(Question n° 12113-23.03.1998).

- M. Dominique Paillé sur la procédure d'agrément d'un artisan parmi les artisans des Bâtiments de France.

(Question n° 12647-06.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur les critères retenus lors de l'application au secteur de l'audiovisuel de la notion de «marché pertinent» établie par le Conseil de la concurrence.

(Question n° 12899-13.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adaptation de la législation française à l'application des articles 1 f et 18



bis de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 qui prévoit d'assimiler le régime du télé-achat à celui de la publicité. (Question n° 13566-27.04.1998).

- M. Ladislav Poniatowski sur le délai de publication du décret annoncé visant à instaurer un contrôle des sociétés de droit privé de perception et de répartition des droits d'auteurs et droits voisins (SPRD) par la Cour des comptes. (Question n° 14309-11.05.1998).

- Mme Christine Boutin sur les conséquences de la fermeture du Grand Palais sur les activités de la Société des artistes français, et sur ses relations avec le ministère de la culture. (Question n° 14417-18.05.1998).

- M. Christian Kert sur l'uniformisation souhaitable des réglementations relatives à la photographie de documents d'archives dans les dépôts publics par des particuliers, pour un usage non commercial. (Question n° 14568-18.05.1998).

- M. Michel Bouvard sur les effets négatifs de la gestion des scènes nationales par les DRAC, depuis la déconcentration budgétaire, à travers l'exemple de Chambéry : imprécision du montant global des subventions, échéancier de versement incertain, etc. (Question n° 14594-18.05.1998).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le moyen d'exonérer des droits perçus par la SACEM les établissements hospitaliers publics. (Question n° 14677-18.05.1998).

## SÉNAT

### JO n° 18 du 7 mai 1998

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction du Gouvernement à l'article polémique «Bruxelles : Défense du français» (*Le Figaro* du 17/02/1998), et sur son action pour promouvoir l'usage de la langue française dans les institutions européennes. (Question n° 6553-26.02.1998).

### JO n° 20 du 14 mai 1998

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'accueil réservé à la suggestion d'un rapport sénatorial de «favoriser le développement de sites en langue française» sur Internet. (Question n° 6759-05.03.1998).

### JO n° 21 du 21 mai 1998

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur les perspectives législatives en matière de droits d'auteur et de droits voisins suite à l'audit de l'ADAMI en 1997 et à l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 21 janvier 1998. (Question n° 6580-05.03.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le devis de restauration de

l'une des premières maisons de la culture, le Cargo à Grenoble : confirmation du montant élevé cité par la presse (*Le Figaro* du 2 mars 1998), durée prévue pour le chantier, participation financière de l'Etat ? (Question n° 7374-02.04.1998).

### JO n° 22 du 28 mai 1998

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention du Gouvernement d'adopter en urgence des mesures de «stricte limitation du cumul des activités de production et de distribution d'une part, et d'exploitation des films d'autre part, afin de limiter la concentration des entreprises cinématographiques. (Question n° 5390-01.01.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la suggestion, du rapport du 15 décembre 1997 (*Le Monde* du 23 décembre 1997) sur l'avenir des télévisions de service public, de redonner aux conseils d'administrations des chaînes une fonction importante. (Question n° 5588-22.01.1998).

- MM. Michel Doublet, Georges Gruillot et Louis Moinard sur l'intention du Gouvernement de baisser le taux de TVA sur le disque en faveur des consommateurs, et de mettre en place des mesures de protection des droits des artistes interprètes et du métier d'éditeur. (Questions n° 6105-12.02.1998 ; 6258-19.02.1998 ; 6772-12.03.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de prendre des mesures suite au rapport du maire d'Orléans intitulé «Demain la ville» qui met en garde contre la prolifération des cinémas multiplexes. (Question n° 6551-26.02.1998).

- M. Georges Gruillot sur le moyen de préserver notre politique culturelle des conséquences de l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI). (Question n° 7619-16.04.1998).

- M. Henri Revol sur la position de la ministre à propos de la campagne des éditeurs et des sociétés d'auteurs français en faveur de l'application du droit de prêt prévu par la directive 92/100/CEE. (Question n° 8054-07.05.1998).

### JO n° 24 du 11 juin 1998

Réponses aux questions de :

- M. Charles de Cuttoli sur la possibilité pour un journaliste titulaire appartenant à une société nationale de programme d'être parallèlement pigiste dans des publications privées. (Question n° 7211-26.03.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le devenir du projet de regroupement de la musique et du théâtre au sein d'une même direction compétente pour le spectacle vivant, et sur les résultats escomptés. (Question n° 7228-26.03.1998).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives et les échéances concrètes de la mission «visant à redéfinir la délégation au développement et aux formations» du ministère de la culture.  
(Question n° 7854-30.04.1998).

### JO n° 25 du 18 juin 1998

Réponses aux questions de :

- MM. Michel Doublet, Jean-Pierre Raffarin et Michel Alloncle sur l'intention du Gouvernement de développer une culture chorégraphique par les médias et l'enseignement scolaire et universitaire, et de satisfaire, au sein d'une direction unique du spectacle vivant, aux revendications du monde de la danse en matière de statut, d'effectifs et de traitement.

(Questions n° 5895-05.02.1998 ; 5896-05.02.1998 ; 6104-12.02.1998 ; 6520-26.02.1998).

- M. Georges Gruillot sur le moyen d'adapter aux caractéristiques de la profession d'artiste plasticien les critères d'accès à la caisse de sécurité sociale des artistes.  
(Question n° 8156-14.05.1998).

### JO n° 26 du 25 juin 1998

Réponses aux questions de :

- MM. Emmanuel Hamel et Adrien Gouteyron sur le souhait des radios associatives d'être reconnues d'utilité sociale, d'obtenir un statut et des garanties quant à la reconduction des fréquences.

(Questions n° 6552-26.02.1998 ; 6781-12.03.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le nombre de personnes ayant utilisé les chèques-vacances pour des activités culturelles en Juillet et août 1997, notamment dans le département du Rhône.

(Question n° 7229-26.03.1998).

- M. Georges Gruillot sur la date de parution du décret d'application de la loi n° 97-179 du 28 février 1997 qui permettra le fonctionnement des commissions régionales du patrimoine et des sites.

(Question n° 7428-09.04.1998).

- M. Georges Gruillot sur les suites données à l'intention de créer des musées de deuxième type à partir des collections des réserves des musées nationaux.

(Question n° 7260-16.04.1998).

- M. Alfred Foy sur les dysfonctionnements du Conseil national des arts culinaires (CNAC), association subventionnée par l'Etat et l'Europe.

(Question n° 7814-23.04.1998).

- M. Charles Ginésy sur les dispositions envisagées afin de rendre juridiquement possible la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales minoritaires.

(Question n° 7870-30.04.1998).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur le moyen de rendre obligatoire le sous-titrage télétexte (STT) de tous les programmes des chaînes de télévision publiques et privées afin de favoriser l'ouverture des malentendants sur le monde et la culture.

(Question n° 7966-30.04.1998).

## Divers

### Dérogations aux délais vidéo

#### Décision du 6 mai 1998 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérogation accordée pour les oeuvres cinématographiques intitulées :

- SLING BLADE.....	4 août 1998 (TF1 VIDEO)
- LA VOIE EST LIBRE.....	1er juin 1998 (PATHE)
- HUIT TETES DANS UN SAC.....	1er mai 1998 (CTV INTERNATIONAL)
- JE NE VOIS PAS CE QU'ON ME TROUVE.....	30 avril 1998 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- CHINESE BOX.....	18 août 1998 (TF1 VIDEO)
- 100 % ARABICA.....	6 mai 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- VIVE LA REPUBLIQUE.....	20 avril 1998 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- LA PRISONNIERE ESPAGNOLE.....	7 juillet 1998 (TF1 VIDEO)
- AUSTIN POWERS.....	4 août 1998 (TF1 VIDEO)
- L'HOMME IDEAL.....	6 mai 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- MIMIC.....	7 juillet 1998 (TF1 VIDEO)
- XXL.....	15 août 1998 (GAUMONT)

- EN CHAIR ET EN OS.....7 juillet 1998 (TF1 VIDEO)
- LE COLLECTIONNEUR.....3 août 1998 (CIC VIDEO)
- LE CHACAL.....28 septembre 1998 (UGC Ph)
- LE BOSSU.....3 septembre 1998 (TF1 VIDEO)
- THE FULL MONTY.....22 juillet 1998 (PFC VIDEO)

**Décision du 27 mai 1998 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle**

Dérogation accordée pour les oeuvres cinématographiques intitulées :

- LA DERNIERE CAVALE.....20 juillet 1998 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- KINI ET ADAMS.....20 mai 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- LES SEIGNEURS DE HARLEM.....4 août 1998 (WARNER HOME VIDEO)
- CONTRAT SUR UN TERRORISTE.....22 juin 1998 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- IMUHAR.....3 juin 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- SAUVEZ WILLY 3.....30 juin 1998 (WARNER HOME VIDEO)
- L'ENJEU.....15 septembre 1998 (UGC PH)
- COPLAND.....3 août 1998 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- SPICEWORLD, LE FILM.....24 juillet 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- STARSHIP TROOPERS.....21 septembre 1998 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- COMLOTS.....4 juin 1998 (WARNER HOME VIDEO)
- LE MARIAGE DE MON MEILLEUR AMI.....6 juillet 1998(GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- BEAN.....29 juillet 1998 (POLYGRAM VIDEO)
- HERCULE.....26 août 1998 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)